PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Projet : requalification de la RD 900 entre Pollestres et Perpignan Porte d'Espagne
Enquête publique unique parcellaire, préalable à la déclaration d'utilité publique portant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes de Pollestres et de Perpignan et de demande d'autorisation environnementale au titre de la loi sur l'eau du projet de requalification de la RD 900 entre Pollestres et Perpignan Porte d'Espagne,

DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Par arrêté du Préfet n° PREF/DCL/BCLUE 2025268-0002 du 25 septembre 2025, une enquête unique sur le projet susvisé, d'une durée de 31 jours consécutifs, est prescrite **du lundi 20 octobre 2025 à 9h mercredi 19 novembre 2025 à 17h.**

Les communes de Pollestres et de Perpignan sont concernées par le projet.

Le responsable du projet est le Conseil départemental des Pyrénées-Orientales. Les informations sur le projet peuvent être demandées à Monsieur Stéphane MARI, responsable du projet – Conseil départemental des Pyrénées-Orientales – Service Maîtrise d'Ouvrage – tél. 04.68.85.88.80 – courriel : maitrise.ouvrage@cd66.fr.

Les informations relatives à ces procédures peuvent être demandées auprès du Préfet des Pyrénées Orientales Direction des collectivités et de la légalité (DCL) – Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme et de l'environnement – 24, quai Sadi Carnot, 66 000 Perpignan.

Le dossier d'enquête publique comprend notamment la décision de la DREAL du 13 janvier 2022 portant dispense d'étude d'impact du projet de requalification de la RD 900 sur le territoire des communes de Pollestres et Perpignan et les décisions de dispense d'évaluation environnementale de la mise en compatibilité des PLU de Pollestres et Perpignan rendues par la MRAe le 28 mars 2025.

Au terme de la procédure, les décisions suivantes pourront être adoptées par le préfet :

- la déclaration d'utilité publique du projet, portant mise en compatibilité des PLU de Perpignan et Pollestres,
- la cessibilité des terrains,
- une décision d'autorisation environnementale, éventuellement assortie de prescriptions ou une décision de refus de la demande, au titre du code de l'environnement.

M. Jacques GABORY, retraité de l'Éducation nationale a été désigné commissaire enquêteur par le tribunal administratif de Montpellier et M. Bruno SEGONDY, historien conférencier, en qualité de suppléant.

Pendant la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique est consultable :

- Sur internet à l'adresse suivante : www.pyrenees-orientales.gouv.fr rubrique publications/enquêtes publiques et autres procédures. Le public pourra formuler ses observations par courriel transmis au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : pref-duprd900@pyrenees-orientales.gouv.fr
Ces observations seront consultables par le public dans les meilleurs délais sur le site internet susmentionné ;
- Sur support papier au siège de l'enquête **en mairie de Perpignan – Quartier Sud, place de la Sardane à Perpignan**. Le public pourra consigner ses observations et propositions directement sur les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, aux heures d'ouverture au public, soit du lundi au vendredi de 8h30 à 17h ;
- Sur support papier, **en mairie de Pollestres, avenue Pablo Casals à Pollestres**. Le public pourra consigner ses observations et propositions directement sur les registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, aux heures d'ouverture au public, soit 8h30 à 12h et de 14h à 18h;
- Sur un poste informatique, en préfecture de Perpignan au 5 rue Bardou Job (2^{ème} étage) aux jours et heures d'ouverture au public, soit du lundi au vendredi de 8H45 à 12H et de 13H30 à 16H30.

Les observations et propositions écrites sur ce projet peuvent également être adressées par voie postale à l'attention de Monsieur le Commissaire enquêteur à l'adresse suivante : **mairie de Perpignan – Quartier Sud, place de la Sardane, 66000 Perpignan**. Les observations formulées par voie postale sont annexées au registre d'enquête tenu à disposition au siège de l'enquête. Les observations formulées par voie postale sont annexées aux registres d'enquête tenus à disposition au siège de l'enquête.

Par ailleurs, toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête auprès du préfet des Pyrénées-Orientales – bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme et de l'environnement, dès la publication du présent arrêté.

Le commissaire enquêteur recevra les observations du public selon le calendrier suivant :

Mairie de Perpignan :

- le lundi 20 octobre 2025 de 9h à 12h,
- le mercredi 19 novembre 2025 de 14h à 17h.

Mairie de Pollestres :

- le jeudi 30 octobre de 9H à 12H,
- *jeudi 13 novembre de 14H à 17H.*

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée en mairies de Perpignan et de Pollestres et à la préfecture des Pyrénées-Orientales (DCL – Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme et de l'environnement), pour y être tenue sans délai à la disposition du public pendant **un an** à compter de la date de clôture de l'enquête.

Les personnes intéressées pourront en obtenir communication en s'adressant à la préfecture des Pyrénées-Orientales dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration.

Le rapport sera également publié sur le site Internet des services de l'État dans les Pyrénées-Orientales (www.pyrenees-orientales.gouv.fr rubrique publications/enquêtes publiques et autres procédures) où il sera à la disposition du public pendant un an.

Concernant l'enquête parcellaire, la présente publication est faite en vue de l'application des articles du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ci-après reproduits :

« Article L311-1 :

En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation.

Article L311-2 :

Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

Article L311-3

Les intéressés autres que ceux mentionnés aux articles L311-1 et L311-2 sont mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expropriant, à défaut de quoi ils sont déchus de tous droits à indemnité ».

La notification prévue à l'article L. 311-1 précité est faite conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article R. 311-30 du code de l'expropriation. Elle précise que le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, dans un délai d'un mois, les fermiers, les locataires, les personnes qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et celles qui peuvent réclamer des servitudes.

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général

Bruno BERTHET